

MACRON EN SURPLOMB

Les élections françaises présidentielles au suffrage universel ont lieu en deux tours, les 10 et 24 avril.

À la différence de l'Allemagne, les petits partis en France ne peuvent accéder au pouvoir par un système de coalitions. Du fait par ailleurs que le Président dispose d'un fort pouvoir au détriment d'un faible parlement, l'issue d'une telle campagne est toujours importante pour l'Allemagne. Voulant avoir derrière lui le pic diplomatique de la crise ukrainienne, le sortant E. Macron est entré le dernier en lice, le 3 mars. Mais par un tête-à-queue chronologique, la guerre s'est invitée le 24 février dans la campagne, non sans impacter les programmes des partis.

Une période de conquête du pouvoir se distingue de celle de son exercice, où il faut rendre des comptes. Un ancien ministre disait qu'une campagne était une période de grande « créativité », voulant dire par là qu'on y fait trop de promesses. S'y risquent actuellement douze partis que l'on répartira comme suit :

À l'extrême droite, M. Zemmour et son parti Reconquête!, crédité de 13 % des intentions de vote au premier tour, fait concurrence à M^{me} Le Pen, candidate du Rassemblement national (RN), présente pour la troisième fois (16 %¹) ; proche de l'extrême droite, on trouve aussi le souverainiste M. Dupont-Aignan (Debout la France [DLF], 2 %), candidat pour la seconde fois. À droite, Les Républicains (LR) avec la conservatrice M^{me} Péresse (10 %) perd du terrain, et au centre droit, Macron et La République en marche (LRM), planent à 29 %. Et M. Lassalle ???

À gauche, luttent le Parti socialiste (PS) de M^{me} Hidalgo (2,5 %), le Parti communiste français (PCF) de M. Roussel (4%), Europe Écologie-Les Verts (EELV) de M. Jadot (7 %), deux trotskistes (la candidate de Lutte Ouvrière [LO], M^{me} Arthaud (0,5 %) et M. Poutou (1,5 %) du Nouveau parti anticapitaliste [NPA], et enfin la France Insoumise (LFI) de M. Mélenchon (candidat pour la troisième fois), en tête à gauche avec 12 % dans la bataille du vote dit efficace. Ce dernier pourrait bénéficier des voix des orphelins du Parti radical de gauche (PRG) de M^{me} Taubira, évaluée à 5% avant qu'elle n'échoue à obtenir un nombre suffisant de parrainages².

Plusieurs remarques s'imposent : 1) À nombre égal de candidats des deux côtés, on constate pourtant une droitisation de l'échiquier politique, laquelle remonte au départ, opéré en 2017 par Macron, d'un débat traditionnel gauche/droite vers un débat centre droit/droite républicaine et extrême droite.

2) L'extrême droite pourrait en fait être qualifiée de « droite extrême », car elle se distingue des ligues « extrême droite » des années 30 en France, qui voulaient parvenir au pouvoir par la force. Or, même

¹ Selon l'enquête Cevipol du 19 mars.

² La loi stipule qu'il faut avoir obtenu au moins 500 signatures d'élus désirant parrainer un candidat.

si Zemmour est plus radical que Le Pen, et plus tactique – ne cachant pas sa judéité, il ne peut passer pour un néo-nazi –, tous deux se plient aux règles du scrutin. Mais Zemmour a élargi la fenêtre d’Overton, qui délimite le domaine du dicible dans le débat public, sans que tombe un anathème. Ainsi, la théorie du « grand remplacement » des chrétiens blancs par les Africains, est aujourd’hui endossée à bas bruit par la droite républicaine. Où l’on voit que Péresse, européenne et libérale comme Macron, doit se déporter plus à droite pour se distinguer de lui, tendant ainsi vers une « zemmourisation ». Quant au Macron pro-entreprises, il a dû, en ces temps de Covid-19, réhabiliter l’État-providence pour éviter que l’économie ne s’écroule, alors que dans *Révolution* (2016) il voulait libéraliser le pays.

t) Un seul parti affiche un programme vert dans son acronyme. Mais à la différence du scrutin de 2017, presque tous les partis se sont entre temps verdés. Verdissement cependant relatif, car mis à part les sujets clivants de relance du nucléaire et de l’éolien, des thèmes comme le dérèglement climatique, l’effondrement de la biodiversité ou le bien-être animal trouvent peu d’écho. Les politiques semblent redouter de nouveaux « gilets jaunes ». Et bien que Jadot veuille réaliser comme les *Grünen* en Allemagne une « écologie de gouvernement » pragmatique et sociale, la transition écologique ne peut réduire à court terme les inégalités, source d’angoisse sociale et de ressentiment envers les élites.

4) Alors qu’une victoire de Macron semble probable, il représentera tout au plus 30 % des votes en sa faveur, le ticket d’accès au second tour se situant pour ses concurrents vers 15 %. Il sera alors en difficulté dès le début comme lors de son premier mandat. Ne disposant pas d’une majorité confortable, il n’a p. ex. plus osé un report de la retraite de 62 à 64 ans, pourtant promis. Le chancelier Scholz peut par contre faire des réformes sans trop de problèmes, car il n’a pas 70 % de gens contre lui.

5) La droitisation s’est faite aux dépens de la gauche. Une explication de cet affaissement serait qu’en devenant *sociétale* (sur p. ex. les questions de LGBT), la gauche aurait négligé le *social*. Ce qui fait que Le Pen séduise tant les ouvriers. Fait notable : en matière sociale, a rejailli la vieille opposition gauche/droite, que Macron pensait avoir fait s’évaporer.

6) Depuis le 1^{er} janvier, la France préside le Conseil de l’UE. Une aubaine pour l’Européen Macron. Or, jusque-là, le dossier européen était éloigné du quotidien des Français en butte avec le pouvoir d’achat, la crise du logement, le système de santé, la dette publique, la désertification des campagnes ou lesdits territoires perdus de la République que Zemmour voudrait précisément reconquérir. Mais la guerre a re-hiérarchisé les priorités. La reconquête de la souveraineté économique et militaire, une défense européenne, le renforcement de l’UE (déjà des thèmes de Macron en 2017) ainsi que la question de l’endettement sont devenus les grands sujets. Après celui du Covid-19, nous nous acheminions vers

un second « quoi qu'il en coûte » (avec chèques sur les énergies ou indemnité inflation) pour préserver le pouvoir d'achat face à la hausse des prix.

7) Enfin, à l'heure où Poutine « dénazifie » l'Ukraine, la situation est devenue très malaisée pour les extrêmes droites ainsi que pour Mélenchon, trop complaisants par le passé envers la Russie, en partie par anti-américanisme. Souverainistes, les extrêmes droites partagent par ailleurs la même défiance envers l'Europe, jugée impuissante, et veulent sortir de l'OTAN.

En position de surplomb avant la guerre et ayant acquis depuis une stature d'homme d'État, Macron aura enjambé la campagne, n'acceptant d'entrer dans le débat qu'après le 10 avril. Débat qui n'est pas un vain mot pour ceux et celles qui se voient perdants et qui exposent déjà leurs idées en vue des législatives de début juin.